

Unité bidépartementale de l'Eure et de l'Orne
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
17/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



ATEM COURAGE

17 rue de la Garenne
27530 CROTH

Références :
Code AIOT : 0005800474

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement ATEM COURAGE implanté 17, Rue de la Garenne 27530 CROTH. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale dont le sujet est la prévention du risque incendie dans les installations de traitement de surfaces.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATEM COURAGE
- 17, Rue de la Garenne 27530 CROTH
- Code AIOT : 0005800474
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société ATEM COURAGE a pour activité des opérations de traitement de surfaces à façon par galvanoplastie sur pièces métalliques.

Cette activité est développée dans 2 ateliers et comporte 1 chaîne de traitement Cadmium de 0,53 m³ et 3 chaînes de traitement sans Cadmium d'un volume total de 41,46 m³.

Le site est donc soumis à autorisation pour la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'arrêté préfectoral d'autorisation est signé du 17 septembre 2009, il a été établi sur la base de la

fourniture d'un bilan de fonctionnement déposé en 2006 puis 2008. La dernière enquête publique datant quant à elle de 1996.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- désenfumage,
- installations électriques
- moyens de lutte contre l'incendie
- confinement des eaux incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 8.1.1	/	Sans objet
2	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 7.7.4	/	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
7	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
8	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois :

1/ de présenter un plan d'action permettant de répondre aux 15 observations formulées dans le rapport de vérification périodique des installations électriques,

2/ de faire procéder par un organisme agréé à une vérification visuelle d'interconnexion des liaisons de mise à la terre ainsi qu'à une mesure des résistances sur ces mêmes liaisons (présentation de la commande).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 8.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les 2 ateliers de traitements de surfaces sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ainsi, la surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation à l'air libre ne doit pas être inférieure à 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1600 m ² et dans les autres cas, sera déterminée selon la nature des risques sans toutefois pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.
Constats : Le site est équipé de 2 ateliers de traitement de surface, l'un présentant une surface de 540 m ² et l'autre de 330 m ² . L'exploitant a présenté le Rapport du 20 mars 2014 de conformité d'une installation de désenfumage naturel réalisé par la société GLOIRE SECURITE INCENDIE attestant de la conformité de l'installation qui comprend : - Grand atelier de 540 m ² : 5 lanterneaux (1m x 2,3 m) et 3 lanterneaux (1,2m x 1,2m) - Petit atelier de 330 m ² : 3 lanterneaux (1m x 2,3m) Par conséquent, la surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation à l'air libre est supérieure à 2%. Le dernier contrôle périodique de cette installation a été réalisé par GLOIRE SECURITE INCENDIE le 24 septembre 2021 qui mentionne le bon état des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Sur site dans les ateliers, l'inspection a constaté la présence des commandes à proximité des accès.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. Nota : prescription identique à l'article 7.3.3 "Installations électriques – mise à la terre" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/09/09
Constats : L'exploitant a présenté en séance le Certificat Q18 (vérification périodique des installations électriques) du 07/04/22 établi par l'APAVE qui fait état d'une installation ne pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ainsi que le compte-rendu Q19 (thermographie infrarouge) qui ne relève pas d'anomalies. L'analyse du rapport de vérification périodique référencé 2026461-001-1 du 07/04/2022 des installations électriques indique que les 15 observations ont déjà été signalées lors de la vérification antérieure. 3 observations font état d'absence d'interconnexion (2, 4 et 15) au droit des chauffe-eau et de la chaufferie. Il s'avère que ce rapport ne permet pas de vérifier le respect de la prescription contrôlée à savoir que toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques dans les 2 ateliers de traitement de surface (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre. Il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois : 1/ de présenter un plan d'action permettant de répondre aux 15 observations formulées dans le rapport, 2/ de faire procéder par un organisme agréé à une vérification visuelle d'interconnexion des liaisons de mise à la terre ainsi qu'à une mesure des résistances sur ces mêmes liaisons (présentation de la commande).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Nota : prescription identique à l'article 8.1.2.3 "Bains de traitement" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/09/09
Constats : L'exploitant a présenté la liste des bains chauffés (au nombre de 35). Les bains chauffés sont équipés de dispositifs de sécurité : 1/ sonde de mesure de la température, 2/ sonde de niveau (à flotteur ou de mesure de résistivité) L'exploitant a attesté que ces sondes étaient asservies à l'arrêt du chauffage des cuves. Lors de la visite, 1 test a été réalisé sur un bain chauffé dans chacun des ateliers, l'inspection a pu constater le signal lumineux à l'armoire électrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2009, article 7.7.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un réseau d'eau d'incendie (poteau incendie ou réserve d'eau d'incendie) assurant en toute circonstance un débit minimal de 60 m³/h sous une pression de 1 bar pendant 2 heures, - des extincteurs portatifs en nombre et en qualité adaptés aux risques doivent être judicieusement répartis dans l'établissement à raison de 6 litres de produit extincteur ou équivalent pour 200 m² de plancher. De plus, la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser 20 mètres. Ils doivent être visibles et accessibles, accrochés à un élément fixe, entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. - des produits absorbants et neutralisants sont présents sur le site dans des quantités adaptées aux risques et judicieusement réparties.
<p>Constats : Les moyens de lutte du site contre l'incendie sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 poteaux incendie dont un est localiser à une vingtaine de mètres de l'entrée du site rue de la Garenne, le second étant également rue de la Garenne mais plus éloigné, - des extincteurs répartis sur l'ensemble du site. <p>L'inspection a visualisé le poteaux incendie le plus proche du site.</p> <p>L'inspection n'a pas contrôlé la juste répartition des extincteurs.</p> <p>Des produits absorbants sont à disposition dans chacun des ateliers de traitement de surfaces.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>Nota : prescription identique à l'article 7.7.2 "Entretien des moyens d'intervention" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/09/09</p>
<p>Constats : Concernant les poteaux incendie, l'exploitant a présenté les diagnostics réalisés par VEOLIA les 09/07/22 et 16/07/22 qui indiquent qu'ils sont conformes (DN100 pression au débit de 60 m³/h), l'état général étant moyen pour l'un et bon pour l'autre.</p> <p>Concernant les extincteurs, l'exploitant a présenté le compte-rendu de vérification périodique Q4 du 06/04/22 (vérification périodique effectuée le 18/03/22) qui atteste que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p>
<p>Constats : L'étude de danger élaborée en 2012 a conclu à un besoin en eau incendie de 52,5 m³/h, en application de la méthode de dimensionnement issue de la règle D9. Sur cette base et l'application du document D9A, un volume de rétention des eaux incendie de 105 m³ doit être disponible, afin d'assurer la collecte de 2 heures de mise en œuvre des moyens incendie prévus par le scénario dimensionnant.</p> <p>Le zones de rétention sont sur le site les voiries (en dehors des deux ateliers qui sont eux-mêmes sur rétention). Ce volume de 105 m³ est réparti en 3 zones distinctes, liées aux différentes altimétries du site. L'opération à mener pour garantir la mise en rétention est la fermeture de la vanne d'isolement dirigée vers le bassin d'infiltration des eaux pluviales. A savoir que cette vanne est fermée en position normale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats : L'exploitant a déclaré ne pas faire contrôler sa vanne d'isolement néanmoins, étant donné sa position normale "fermée", des purges sont régulièrement nécessaires ce qui permet d'en tester le fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet